

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. CLXIX
n. 1

RELAZIONE

SULL'ATTIVITÀ SVOLTA DALLA SEZIONE ITALIANA
DEL SERVIZIO SOCIALE INTERNAZIONALE E BILANCIO
CONSUNTIVO AL 31 DICEMBRE 1999

(Articolo 2, comma 2, della legge 29 marzo 1993, n. 86)

Presentata dal Ministro degli affari esteri

(DINI)

—————
Comunicata alla Presidenza il 4 giugno 2001
—————

INDICE

Le Service Sociale International	<i>Pag.</i>	7
Statuto ed organigramma della Sezione Italiana	»	13
Bilanci	»	23
1. <i>Bilancio al 31 dicembre 1999</i>	»	25
2. <i>Relazione della giunta esecutiva</i>	»	30
3. <i>Relazione del Collegio sindacale</i>	»	33
4. <i>Verbale assemblea dei soci del 27 gennaio 2000</i> ...	»	37
Relazione sulle attività dell'ente	»	41
Allegati - Tabelle statistiche	»	49
Dépliant dell'ente	»	62
Elenco pubblicazioni curate dal SSI	»	64

SERVIZIO SOCIALE INTERNAZIONALE

SEZIONE ITALIANA

00187 ROMA - VIA V. VENETO, 96

Documentazione del Servizio Sociale Internazionale - Sezione Italiana - presentata al Ministero degli Affari Esteri, Direzione Generale Emigrazione e Affari Sociali - Ufficio I -, in allegato alla richiesta di erogazione del finanziamento previsto dalla Legge 13 aprile 2000, n. 94.

Roma. 20 maggio 2000

LE SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

Organisation non-gouvernementale, le SSI a été créé en 1924 alors que se pressaient les migrants vers le continent américain.

Problèmes de documents, de maladie, de familles dispersées sur le trajet, dans les ports : un groupe de bénévoles de l'YWCA, l'Union chrétienne de jeunes femmes, se mobilise. Devant la nécessité d'être informée pour entreprendre une action au niveau international, l'association met en chantier une étude sur les besoins des migrants, portant sur dix-huit pays dont l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie en tant que pays d'origine, la France et la Suisse en tant que pays de transit.

Cette enquête révèle «que les préparatifs de voyage sont totalement inadéquats et qu'il n'existe aucune assistance».

Parallèlement à cette étude, l'YWCA installe des bureaux à des endroits clefs (Athènes, Constantinople, Prague, Varsovie, Paris, Marseille, Cherbourg, Le Havre, Anvers). Le personnel de ces services est tenu de bien connaître les questions de migration.

Peu à peu, le travail social se structure en une véritable profession exigeant de plus en plus de compétences spécialisées.

LA CREATION D'UN SERVICE SOCIAL SPECIALISE

L'YWCA prend conscience de la nécessité de créer un service destiné aux familles plutôt qu'aux femmes seules, et comprend qu'une telle aide ne peut être donnée avec efficacité que par un organisme international, dans un esprit de neutralité politique et religieuse.

Un comité permanent s'installe à Genève et, de là, naît un nouvel organisme : le Service International d'Aide aux Emigrants devenu un peu plus tard le Service Social International.

En 1924 cet organisme indépendant adopte des statuts qui obéissent à cinq principes fondamentaux :

- l'action du service doit se développer en dehors de toute préoccupation politique ou confessionnelle ;

- les branches nationales doivent être constituées en majorité par les nationaux de leur pays respectif : elles doivent avoir la personnalité juridique conforme au droit du pays ;

- chaque branche, en établissant le programme adapté aux besoins de son pays,

on doit tenir compte de ses obligations à l'égard de l'action internationale commune ; elle doit employer un personnel professionnel qualifié ;

- les conclusions qui découlent des travaux du service doivent faire l'objet d'études en vue de trouver une solution à l'échelon national ou international ;

- les ressources du SSI se composent des participations des branches qui contribuent, chacune selon ses possibilités, aux frais généraux du siège central.

BRANCHES - BUREAUX AFFILIES - CORRESPONDANTS EN EUROPE**BRANCHES**

Allemagne - France - Grèce - Italie - Pays Bas - Royaume-Uni - Suisse

Organisations nationales autonomes non gouvernementales, elles font partie intégrante des services sociaux de leurs pays.

Un comité formé de ressortissants nationaux en assure l'administration. Le personnel, constitué en grande partie d'assistants sociaux et de juristes, est recruté localement.

Si les statuts des Branches doivent être conformes aux buts et aux principes du SSI, les programmes sont adaptés aux réalités et aux besoins des pays.

BUREAUX AFFILIES

Espagne - Finlande - Portugal

Organismes sociaux, généralement institutions gouvernementales, liés au SSI par un accord qui peut ou non couvrir l'ensemble des activités de l'organisation, et qui assurent le traitement des situations SSI.

CORRESPONDANTS

Albanie - Autriche - Belgique - Bulgarie - Chypre - Hongrie - Irlande - Islande - Luxembourg - Malte - Ancienne République Yougoslave de Macédoine - Pologne - Roumanie - Russie - République Tchèque - Serbie - Slovaquie - Suède - Turquie - Ukraine

- Ils sont, en règle générale, des représentants d'organismes officiels, dans certains cas des ONG ou des fonctionnaires de ministères de l'action sociale.
- Des investigations sont conduites par certaines Branches en particulier par l'Allemagne et l'Italie pour développer le réseau de correspondants dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Une équipe a ainsi été constituée en Albanie grâce à l'appui de la Branche italienne.

Le séminaire de formation Est/Ouest, qui se tiendra à Francfort en 1994, répondra à cette préoccupation.

De nouveaux développements sont à envisager du fait de l'adhésion de nouveaux pays à l'Union Européenne.

LE SSI EN EUROPE

COORDINATION REGION EUROPE

<i>Mme Ursula Rölke</i> S/C ISD Am Stockborn 5-7 D-60439 Frankfurt/Main ALLEMAGNE ☎ 95807-477 fax: 95807-645	<i>Mme Monique Moreira</i> S/C SSAE 72 Rue Regnault 75640 Paris Cedex 13 FRANCE ☎ 40 77 94 00 fax: 45 84 83 05
---	---

ALLEMAGNE
INTERNATIONALER SOZIALDIENST
Am Stockborn 5-7
D-60439 Frankfurt/Main
☎ 95807-477 FAX: 95807-665
Directeur : Mme Ingrid BAER

ESPAGNE (BUREAU AFFILIE)
SERVICIO SOCIAL INTERNACIONAL
Condesa de Venadito 34
28027 Madrid
☎ 347 81 71, 341 81 47 FAX: 347 81 20
Responsable de l'équipe :
Mme Maria Jesus MONTANE

FINLANDE (BUREAU AFFILIE)
PELASTAKAA LAPSET
FINNISH CHILD WELFARE
ASSOCIATION
Lapinrinne 2 PL 177
00181 Helsinki 18
☎ 694 04 22 FAX: 694 46 88
Directeur : Mme Mirja WINTER-HEIKKILÄ

FRANCE
SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX EMIGRANTS
72 rue Regnault
75640 Paris Cedex 13
☎ 40 77 94 00 FAX: 45 84 43 05
Directeur : M. François ROCHE

GRECE
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
6 Mantzarou Street - Kolonaki
106 72 Athens
☎ 36 36 191 ou 36 17 710 FAX: 361 24 33
Directeur : Mme Chris KONDOYANNI

ITALIE
SERVIZIO SOCIALE INTERNAZIONALE
96 Via Veneto
00187 Roma
☎ 488 46 40 OU 488 10 90
FAX: 481 76 05
Directeur :
M. Alessandro Ciuffa

PAYS-BAS
ST.INTERNAT. SOCIAL SERVICE
Laan Copes van Cattenburch 139
2585 GA's - Gravenhage
☎ 356 09 67 FAX: 356 12 56
Directeur : Mme Elly VAN EEUWIJK

PORTUGAL (BUREAU AFFILIE)
ASSOCIACAO PORTUGUESA PARA
O SERVICO SOCIAL INTERNACIONAL
APPASSI
Rua da Boavista 81 - 4º direita
1200 Lisbonne
☎ 396 87 00 FAX: 396 87 00
Directeur : Mme Cesaltina LOPES CAMILO

ROYAUME-UNI
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
OF THE UNITED KINGDOM
Cranmer House, 39 Brixton Road
London SW9 6DD
☎ 735 89 41/4 FAX: (071) 382 06 96
Directeur : M. Peter FRY

SUISSE
SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL
10 rue Docteur Alfred Vincent
1201 Genève
☎ 731 67 00 FAX: 731 67 65
Directeur : Mme Madeleine DUVOISIN

AUTRES BRANCHES ET BUREAUX AFFILIES DANS LE MONDE

ARGENTINE
SERVICIO SOCIAL INTERNACIONAL
Lavalle 571
1047 Buenos Aires FAX: 805 56 25
Directeur : Mme Adelma BOSSIO

AUSTRALIE
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
280 Church Street
Richmond, 3121 Victoria
☎ 428 45 38 FAX: 428 75 17
Directeur : Mme Margaret GIBSON

CANADA
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
55 Parkdale
Ottawa K1Y 1E5 Ontario
☎ 728 12 26 FAX: 725 06 25
Directeur : Mme Rita MARKLAND

ETAS UNIS
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
95 Madison Avenue
New York, NY 10016
☎ 532 58 58 FAX: 532 85 58
Directeur : M. Wells KLEIN

HONG KONG
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
6/F Sourthorn Centre - 130 Hennessy Road
Wanchai, Hong Kong
☎ 834 68 63 FAX: 834 76 27
Directeur : M. Stephen YAU

JAPON
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
Nishimura Bldg., Room 601
6-18 Kamimeguro 3-chome, Meguro-ku -
Tokyo, 153
☎ (03) 3760-3471
Directeur : Yaeko OTSUKI

PHILIPPINES
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
HUNG-VONG, Inc.
(ISS/HONG KONG
Delegation RRTC, Bataan)
2139 Fidel A. Reyes St
Malate, Manila

VENEZUELA
INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE
Adresse postale :
P.O. box 51 211
1050 Caracas
☎ 89 47 95 FAX: 951 58 79
Directeur : Mme Inge DE COLIMA

SECRETARIAT GENERAL

32 Quai du Seujet - 1201 Genève - Suisse - ☎ 731 74 55 Fax : 738 09 49

**RELATIONS DU SSI AVEC LES ORGANISATIONS
INTER-GOUVERNEMENTALES**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (ECOSOC)

- statut consultatif - catégorie II - depuis 1947
- représentation auprès des trois centres des Nations-Unies:
New-York - Genève - Vienne
- membre de la conférence des ONG (Congo) et du Comité spécial des ONG intergouvernementales
pour les droits de l'Homme

UNICEF

- statut consultatif depuis 1956
- membre du comité des ONG

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

- statut d'observateur aux réunions statutaires ainsi qu'aux réunions d'informations et séminaires
sur des sujets particuliers concernant les réfugiés

UNESCO

- statut consultatif - catégorie C - depuis 1962

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

- inscription sur «la liste spéciale d'organisations non-gouvernementales» depuis 1960

CONSEIL DE L'EUROPE

- statut consultatif depuis 1962

- qualité d'observateur aux réunions de l'Assemblée parlementaire, de la Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie, et du Comité d'experts sur le droit de la famille, ainsi qu'aux réunions concernant les relations inter-communautaires.

- membre de l'Assemblée des ONG et des groupes de travail
 - droits de l'Homme
 - grande pauvreté et dignité de la personne

UNION EUROPEENNE

- bénéficie du soutien de l'Union Européenne pour l'organisation de colloques ou du Centre international de référence et de suivi sur l'adoption.

CONFERENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

- contribution aux travaux préparatoires de plusieurs conventions

ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

- accord de collaboration

RELATIONS DU SSI AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

- membre de l'ICVA (Conseil international des agences bénévoles)

- membre de l'ICSW (Conseil international de l'action sociale)

- accord de coopération avec l'Institut Interaméricain de l'enfant

- participation à divers groupes tels groupes des ONG pour la convention relative aux droits de l'enfant et le Comité de coordination pour l'enfance en Europe Centrale et Orientale.

S T A T U T Odel Servizio Sociale Internazionale - Sezione ItalianaArt. 1

Il Servizio Sociale Internazionale - Sezione Italiana - è un Ente Morale (D.P.R. n. 361 del 20.4.1973- apolitico e aconfessionale, costituito per la realizzazione degli scopi indicati nel successivo articolo. Esso è membro del Servizio Sociale Internazionale, ai cui fini generali si ispira e con il quale collabora.

La Sede dell'Ente è in Roma.

Art. 2

Il Servizio Sociale Internazionale opera a favore di tutti coloro - italiani, stranieri e apolidi - che hanno problemi la cui soluzione esige un intervento di servizio sociale in due o più paesi, in collaborazione con gli organi ministeriali interessati e coordinando la propria attività con i servizi sociali degli Enti territoriali per le rispettive aree di competenza.

In particolare il Servizio svolge le seguenti attività:

- 1) ricerca cittadini italiani all'estero e cittadini stranieri in Italia dietro segnalazione pervenuta al Servizio da parte di Enti assistenziali italiani o di altri paesi o da parte delle persone interessate;
- 2) effettua indagini sociali in vista di favorire il ricongiungimento familiare oppure di garantire la corresponsione degli alimenti ed ogni altro atto di tutela legale nei casi di abbandono di un coniuge o di figli;
- 3) esprime pareri socio-legali per i Tribunali stranieri e italiani in occasione dell'assegnazione della tutela di minori nei casi di divorzio tra coniugi di diversa nazionalità o residenti in paesi diversi;
- 4) espleta indagini per conto di Tribunali stranieri e italiani per i Minori nel caso di adozione internazionale;

- 5) effettua ricerche di genitori naturali dietro sollecitazione di Tribunali stranieri o dei figli naturali;
- 6) provvede, attraverso le altre Sezioni nazionali dell'SSI, a mantenere i contatti con le famiglie di origine, nei casi di profughi, esuli e rimpatriati.
Assume inoltre un ruolo di tramite nei confronti delle Autorità dei paesi di provenienza, finalizzato ad ottenere documenti ed informazioni utili al rinserimento o alla successiva emigrazione di questa categoria di persone; agevola i rimpatri di profughi ed esuli nei paesi di origine;
- 7) studia da un punto di vista internazionale le condizioni individuali familiari e sociali delle persone coinvolte nel fenomeno della mobilità della popolazione:
 - a) per presentare proposte ad Enti intergovernativi ed internazionali allo scopo di migliorarne le condizioni sociali e familiari;
 - b) per collaborare con gli Organi e gli Enti italiani interessati al problema;
- 8) adotta ogni altra iniziativa in conformità alle deliberazioni del Segretariato Generale del Servizio Sociale Internazionale e alle norme statutarie dell'organizzazione.

Art. 3

Fossono far parte dell'Ente le organizzazioni sociali a carattere nazionale e internazionale interessate all'attività del Servizio, le Amministrazioni pubbliche e private, le persone fisiche che in ragione delle loro esperienze e della competenza professionale siano in grado di contribuire alla realizzazione degli scopi dell'Ente.

L'ammissione o la decadenza dei Soci viene deliberata dall'Assemblea dei Soci previo parere del Comitato Nazionale.

Art. 4

La qualità di Socio si perde per dimissioni o per espulsione deliberata dall'Assemblea dei Soci nel caso in cui il Socio abbia tenuto un comportamento gravemente lesivo degli interessi e del prestigio dell'Ente o in casi di assenza ingiustificata protratta per oltre un anno.

Art. 5

Il Servizio Sociale Internazionale - Sezione Italiana -, è retto dai seguenti organi:

- 1) Assemblea dei Soci
- 2) Comitato Nazionale
- 3) Giunta Esecutiva
- 4) Presidente
- 5) Collegio dei Sindaci.

Art. 6

L'Assemblea dei Soci è costituita da tutti i membri dell'Ente che risultano iscritti nel libro dei Soci.

Il Socio può farsi rappresentare all'Assemblea mediante procura conferita ad altro Socio.

Ogni Socio non può avere più di due deleghe.

L'Assemblea è convocata dal Presidente almeno dieci giorni prima ed è validamente costituita in prima convocazione con la presenza della metà più uno dei Soci ed in seconda convocazione con la presenza di almeno un terzo dei Soci.

L'intervallo tra la prima e la seconda convocazione deve essere almeno di due ore.

Non meno di un decimo dei Soci ha facoltà di chiedere con domanda sottoscritta, indicandone la ragione e l'oggetto, la convocazione dell'Assemblea. Il Presidente, constatata la regolarità della domanda provvede a convocare l'Assemblea entro quindici giorni dalla data di ricevimento della domanda stessa.

Per deliberare le modifiche dello Statuto e lo scioglimento dell'Ente è convocata l'Assemblea Straordinaria dei Soci con le modalità previste dai precedenti commi 4 e 6. L'Assemblea Straordinaria è validamente costituita con la presenza di non meno di due terzi dei Soci e delibera a maggioranza dei Soci presenti e votanti.

Art. 7

Il Comitato Nazionale è composto:

- dal Presidente
- da due Vice Presidenti
- da cinque membri eletti nel proprio seno dall'Assemblea dei Soci
- da un rappresentante della Croce Rossa Italiana designato dal Presidente di tale Ente
- da un rappresentante per ciascuno dei seguenti Ministeri: Afari Esteri, Interno, Tesoro, Lavoro e Previdenza Sociale
- dal Direttore del Servizio che funge anche da Segretario del Comitato.

Il Comitato Nazionale si riunisce almeno due volte l'anno su convocazione del Presidente ed è presieduto dallo stesso; i membri durano in carica tre anni e sono rieleggibili.

Art. 8

La Giunta Esecutiva è composta dal Presidente che la presiede, dai Vice Presidenti, dal Direttore del Servizio, che funge da Segretario e da due membri eletti dal Comitato Nazionale scelti tra i Soci.

La Giunta viene convocata dal Presidente ogniqualvolta sia necessario.

I due membri eletti dal Comitato Nazionale restano in carica per tre anni e sono rieleggibili.

Art. 9

Il Presidente e i due Vice Presidenti sono eletti dall'Assemblea dei Soci a scrutinio segreto; durano in carica tre anni e non sono rieleggibili per più di due volte consecutive.

Art. 10

Il Collegio dei Sindaci é composto da tre membri eletti dall'Assemblea dei Soci e dura in carica tre anni. L'Assemblea determina il compenso loro spettante.

Art. 11

Compete all'Assemblea dei Soci:

- 1) deliberare la nomina e la decadenza dei soci;
- 2) approvare il bilancio preventivo e il conto consuntivo per ciascun esercizio finanziario;
- 3) deliberare le modifiche dello Statuto;
- 4) nominare il Presidente, i due Vice Presidenti, i membri elettivi del Comitato Nazionale ed il Collegio dei Sindaci;
- 5) deliberare lo scioglimento dell'Ente e la destinazione dei beni dell'Ente.

Art. 12

Compete al Comitato Nazionale:

- 1) esprimere parere sull'ammissione e sulla decadenza dei soci;
- 2) deliberare i programmi predisposti dal Direttore, tenendo conto delle disponibilità di bilancio e stabilire le linee da seguire per la loro attuazione;
- 3) formulare proposte in ordine alle questioni di competenza dell'Assemblea dei Soci;
- 4) approvare il regolamento del personale;
- 5) nominare il Direttore o conferire l'incarico della Direzione;
- 6) determinare, nell'ambito delle direttive impartite dall'Assemblea dei Soci, i programmi del Servizio e l'adozione dei provvedimenti necessari per la loro attuazione.

Art. 13

Compete alla Giunta Esecutiva:

- 1) impartire le disposizioni necessarie per la regolare esecuzione dei programmi deliberati dal Comitato Nazionale;
- 2) predisporre il bilancio preventivo ed il conto consuntivo;

- 3) formulare proposte al Comitato Nazionale e all'Assemblea dei Soci in ordine alle questioni di competenza di tali organi;
- 4) approvare i programmi per la raccolta dei fondi;
- 5) adottare i provvedimenti necessari per l'organizzazione ed il funzionamento degli Uffici del Servizio, ivi compresi l'assunzione ed il licenziamento del personale.

Art. 14

Per la validità delle riunioni del Comitato Nazionale e della Giunta Esecutiva occorre la presenza di almeno la metà più uno dei componenti. Le deliberazioni di detti organi sono adottate a maggioranza degli intervenuti.

In caso di parità di voti prevale quello del Presidente.

Art. 15

Il Presidente convoca e presiede l'Assemblea Ordinaria e l'Assemblea Straordinaria dei Soci, il Comitato Nazionale e la Giunta Esecutiva, formula le proposte del caso ai predetti organi, provvede a quanto altro necessario per la realizzazione degli scopi dell'Ente.

Il Presidente ha la firma e la rappresentanza legale del Servizio Sociale Internazionale sia di fronte ai terzi che in giudizio.

Art. 16

Il Collegio dei Sindaci controlla l'attività finanziaria del Servizio e revisiona il bilancio preventivo ed il conto consuntivo.

Art. 17

A tutti gli uffici del Servizio è preposto un Direttore che sovrintende e controlla l'attività di tutti i dipendenti e collaboratori, propone al Comitato Nazionale nuovi programmi di lavoro ed eventuali modifiche ai programmi di lavoro già svolti, presenta proposte relative alla consistenza numerica e al tipo del personale idoneo allo svolgimento dei programmi stessi.

Art. 18

Per la raccolta fondi il Comitato Nazionale incarica un Vice Presidente che provvederà, caso per caso, a valersi, nei modi più opportuni, della collaborazione di persone anche non associate ma ritenute particolarmente idonee.

Art. 19

Il Presidente o, in caso di assenza o impedimento, un Vice Presidente o altro membro del Comitato Nazionale scelto dallo stesso, rappresenta l'Ente al Consiglio Internazionale del Servizio Sociale Internazionale ed insieme al Direttore partecipa alle riunioni di detto Consiglio.

Art. 20

Per l'attuazione dei suoi programmi il Servizio può istituire uffici locali anche per un periodo di tempo determinato e può avvalersi di servizi sociali specializzati.

Art. 21

I mezzi finanziari dell'Ente sono assicurati:

- 1) dalle quote sociali e dagli eventuali contributi straordinari dei soci;
- 2) dai contributi offerti dalle organizzazioni e dagli enti con i quali il Servizio collabora in attuazione dei propri fini statutari;
- 3) dai fondi raccolti;
- 4) da eventuali contributi corrisposti in base a leggi e a provvedimenti amministrativi;
- 5) da lasciti, donazioni e qualsiasi altra erogazione proveniente da enti o privati.

Art. 22

L'esercizio finanziario ha la durata di un anno e coincide con l'anno solare.

La gestione finanziaria si svolge in base al bilancio annuale di previsione deliberato dall'Assemblea dei Soci il mese di dicembre di ogni anno.

Lo schema del conto consuntivo, unitamente alla relazione illustrativa del Presidente, dovrà essere deliberato dall'Assemblea dei Soci, entro il mese di aprile successivo alla chiusura dell'esercizio finanziario. Detto schema, almeno quindici giorni prima del termine predetto, è sottoposto all'esame del Collegio sindacale che redige apposita relazione da allegare al conto consuntivo stesso.

Art. 23

In caso di scioglimento i beni dell'Ente sono devoluti a enti morali che perseguono scopi affini.

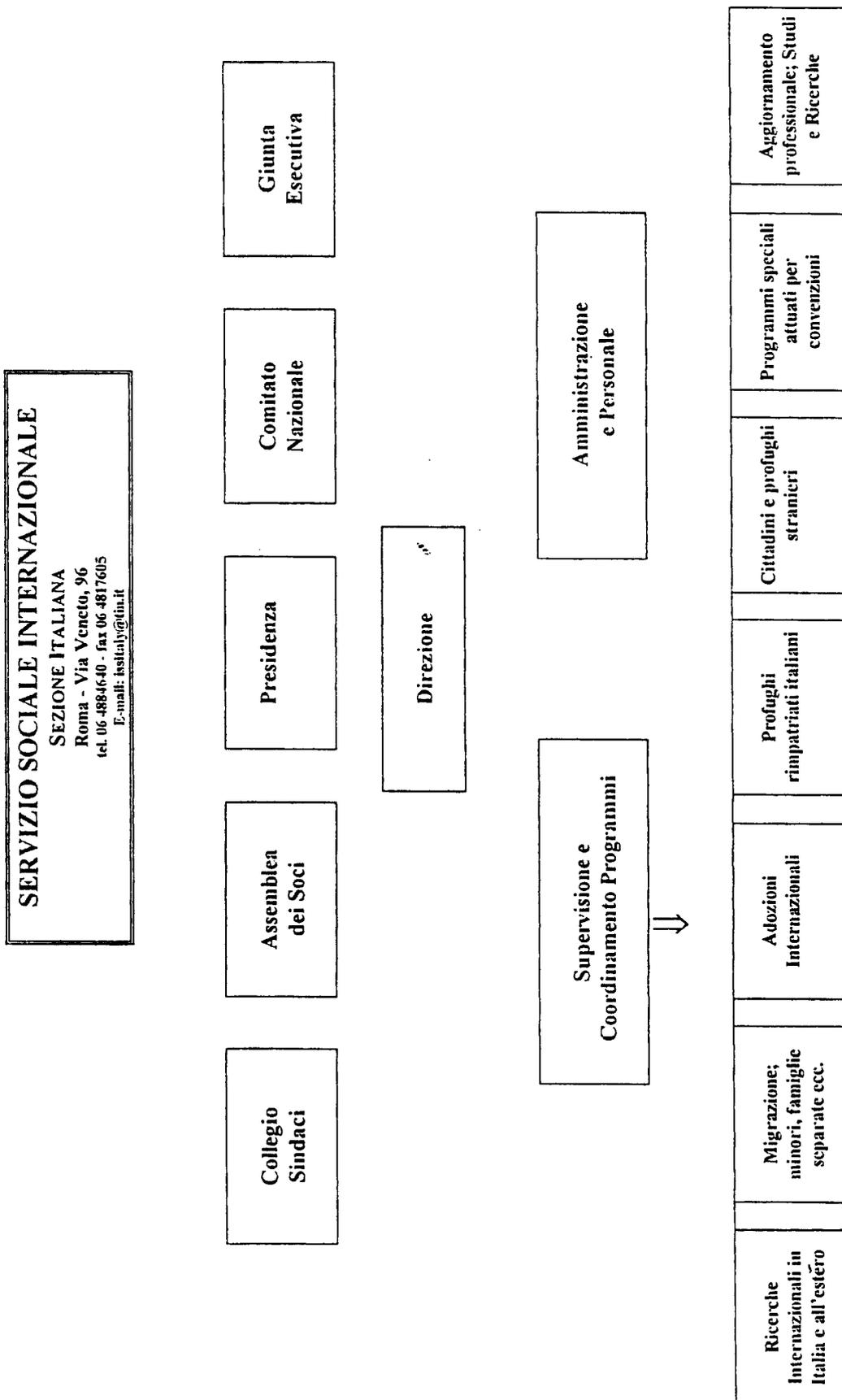
LA PRESENTE COPIA E' CONFORME ALL'ORIGINALE ALLEGATO
AL DECRETO PRESIDENZIALE N.481 DEL 13 APRILE 1984, CON IL QUA-
LE E' STATO APPROVATO IL PRESENTE STATUTO. IL PROVVEDIMENTO E'
INSERITO NELLA RACCOLTA UFFICIALE DELLE LEGGI E DEI DECRETI.

Servizio del Contenzioso
Diplomatico dei Trattati e degli Affari
Legislativi;

IL VICE CAPO DEL SERVIZIO
(Paolo Angelini Rota)



Angelini



**BILANCIO AL
31 DICEMBRE 1999**

- **Bilancio al 31.12.1999 – Stato Patrimoniale**
- **Bilancio al 31.12.1999 – Conto Economico**
- **Relazione della Giunta Esecutiva**
- **Relazione del Collegio Sindacale**
- **Verbale dell'Assemblea dei Soci del 27.01.2000**

STATO PATRIMONIALE**ATTIVITA'**

Immobilizzazioni		134.538.940
Macchine elettroniche	116.323.990	
Motocicli	1.500.000	
Librerie software	4.760.000	
Impianti	11.954.950	
	<hr/>	
Liquidità		59.001.208
Posta c/c	1.757.761	
Cassa contanti	4.191.717	
Depositi c/terzi	3.051.730	
Depositi cauzionali	50.000.000	
	<hr/>	
Crediti diversi		343.167.580
Crediti diversi	1.476.300	
Università spese convegno	3.958.000	
IRES anticipo viaggi	597.000	
Clienti	309.305.062	
Crediti erariali	26.989.038	
Crediti per adozioni	842.180	
	<hr/>	
Perdite esercizi precedenti		1.795.233.499
Perdita esercizio 1998	1.795.233.499	
Progetto Horizon CEE		144.621.246
Crediti diversi	144.621.246	
	<hr/>	
Totale attività		2.476.562.473
Perdita di esercizio		2.086.630.274
		<hr/>
Totale a pareggio		4.563.192.747
		<hr/> <hr/>

STATO PATRIMONIALE

PASSIVITA'

Debiti diversi		2.539.592.161
Debiti verso banche	1.145.047.604	
Debiti diversi	201.918.944	
Debiti verso il personale	468.629.469	
Debiti sindacali	1.050.000	
Fornitori beni e servizi	722.946.144	
	<hr/>	
Debiti previdenziali		446.132.763
Inps c/ contributi previdenziali	426.484.157	
Inail c/ contributi previdenziali	12.786.020	
Fondo Mario Negri	4.923.470	
FASDAC	1.939.116	
	<hr/>	
Debiti tributari		492.007.977
Ritenute acc.to dipendenti	288.113.843	
Addizionale regionale	3.470.633	
Ritenute acc.to autonomi	20.408.787	
Erario c/IVA	123.304.866	
I r a p	49.351.000	
Imposta trasporto rifiuti solidi urbani	7.358.848	
	<hr/>	
Fondi accantonamento e ammortamento		919.011.834
Fondo T.F.R.	400.787.497	
Fondi ammortamento	66.614.156	
Fondo imposte in contenzioso	24.732.048	
Fondo Centro Sociale Sicilia	30.186.212	
Fondo contenzioso lavoro	76.202.437	
Fondo spese rete nazionale	97.499.484	
Fondo accantonamento sanzioni e more	172.990.000	
Fondo spese vertenze legali	50.000.000	
	<hr/>	
Contabilità c/Terzi		22.672.630
Fondo assistenza c/terzi	15.122.630	
Fondi adozione a dist. Albania	7.550.000	
	<hr/>	
Progetto Horizon CEE		143.775.382
Debiti diversi	143.775.382	
	<hr/>	
Totale passività		4.563.192.747
		<hr/> <hr/>

CONTO ECONOMICO**S P E S E**

Oneri per il personale		1.368.815.730
Stipendi e competenze	846.855.900	
Oneri previdenziali e assistenziali	220.802.154	
Quote T. F. R.	60.536.572	
Collaborazioni di servizio sociale	155.380.669	
Servizio traduzioni	51.466.896	
Servizi amministrativi	31.811.240	
Spese mediche L. 626	722.500	
Contributi INPS 4%	1.239.799	
Prestazioni professionali e consulenze		107.752.000
Consulenze tecniche amministrative	48.000.000	
Compensi Collegio Sindacale	9.180.000	
Assistenza rete informatica	18.000.000	
Spese legali e notarili	32.572.000	
Oneri di rete internazionale		100.000.000
Contributi spese Segreteria Gen.	75.000.000	
Programma ISS Albania	25.000.000	
Spese acquisizione beni e servizi		312.713.465
Spese generali (All. 1)	209.571.469	
Convegno internazionale S.S.I.	18.592.363	
Documentazione adozioni internaz.li	55.262.715	
Viaggi, trasferte e trasporto personale	29.286.918	
Oneri finanziari e tributari		396.437.474
Interessi e spese bancarie	116.205.934	
Interessi di mora	3.060.306	
Assicurazioni R.C. e infort.	9.369.700	
Ammortamenti	25.884.303	
Sopravvenienze passive	39.707	
Ritenute su interessi	3.628	
Sopratasse e interessi fiscali	46.990.000	
Sopratasse e interessi previdenziali	126.000.000	
Imposte e oneri diversi	11.571.656	
Imposte e tasse indetraibili	57.312.240	
Oneri diretti Progetto PCM/Albania		361.537.333
Collaborazioni diverse	33.825.000	
Consulenze tecniche amministrative	69.083.333	
Assistenza rete informatica	4.000.000	
Spese dirette ufficio Tirana	189.603.000	
Convegni e spese accessorie	19.585.331	
Rimpatrio minori	29.283.500	
Viaggi, trasferte, trasporto personale	16.157.169	
Spese gestione Natale Oggi		4.650.000
Varie	4.650.000	
Totale spese		2.651.906.002

CONTO ECONOMICO**PROVENTI**

Proventi istituzionali		30.642.818
Contributi pubblici	-	
Contributi privati diversi	4.250.000	
Rimb. anticipaz. spese adozioni	20.958.000	
Proventi editoriali	4.617.200	
Interessi attivi postali	13.434	
Rivalutazione anticip. Imposte TFR	804.184	
		<hr/>
Proventi commerciali		534.632.910
Proventi Natale Oggi '99	10.000.000	
Convenzione Presidenza Consiglio Mini:	517.057.643	
Altre entrate diverse	7.574.667	
Sopravvenienze attive	600	
		<hr/>
Totale proventi		565.275.728
Disavanzo di esercizio		2.086.630.274
		<hr/>
Totale a pareggio		2.651.906.002
		<hr/> <hr/>

Dettaglio Spese Generali

Beni minimi	2.997.600	
Fitto locali e oneri locativi	102.068.546	
Noleggio attrezzature	1.272.000	
Manutenzione beni mobili e macchine	3.208.800	
Manutenzione software	1.258.420	
Materiale ufficio e varie	1.363.500	
Spese cancelleria e stampati	12.900.160	
Abbonamenti, libri e riviste	412.700	
Spese energia elettrica	7.454.541	
Spese riscaldamento - gas	2.950.000	
Spese materiale e pulizia uffici	11.532.100	
Spese per fotocopie	97.002	
Spese postali e spedizioni	14.639.499	
Spese rappresentanza, omaggi	860.300	
Spese telefoniche	35.022.974	
Spese trasporti diversi	15.000	
Contributi a terzi	6.160.000	
Spse varie	2.256.327	
Spese non detraibili	3.065.000	
Valori bollati	37.000	
Totale spese generali		209.571.469

RELAZIONE DELLA GIUNTA ESECUTIVA
SULL'ATTIVITA' E SUL BILANCIO DELL'ESERCIZIO 1999

La Giunta Esecutiva del servizio Sociale Internazionale ha esaminato il bilancio consuntivo 1999 e, dopo la verifica economico-contabile del Collegio Sindacale, li presenta all'approvazione dei Soci.

Purtroppo l'esercizio 1999 non ha ancora visto l'approvazione della legge per il finanziamento del Servizio Sociale Internazionale. Alcuni interventi politici hanno reso notevole danno all'iter parlamentare del provvedimento che ha subito continui ritardi e rinvii fino ad ottenere l'approvazione del Senato in data 13.07.1999 e quella della Camera in data 17/01/2000. Attualmente il provvedimento è stato rinviato al Senato per l'approvazione delle modifiche di date apportate e non conosciamo i tempi necessari al suo esame né, tanto meno, l'esito definitivo.

La situazione sopra riportata ha reso necessario il massiccio ricorso al credito bancario, concesso all'Ente su fidejussioni personali del Direttore del Servizio, con il conseguente aggravio di costi per interessi passivi quantificatisi in un importo superiore ai 100 milioni. Un parziale aiuto finanziario è derivato dallo svolgimento della convenzione stipulata con la presidenza del Consiglio dei Ministri - Dipartimento per gli Affari Sociali - per il rimpatrio dei minori albanesi non accompagnati presenti sul territorio nazionale ed il loro successivo reinserimento nella realtà locale, originalmente scadente in data 30.04.1999 e successivamente prorogata fino al 31.12.2000.

Il quadro economico-finanziario estremamente pesante ed incerto per il prossimo futuro ha indotto la Giunta esecutiva a mettere in atto misure gravi ed impopolari per quanto volte alla difesa

degli interessi del personale dipendente prima fra tutte il ricorso alla procedura di mobilità prevista dalla Legge n. 223 del 23 luglio 19, terminata con il licenziamento di tutto il personale notificato in data 15.01.2000. Qualora l'approvazione del finanziamento intervenisse entro la scadenza del periodo di preavviso, la giunta riesaminerà la situazione dell'organico dell'Ente formulando un progetto di riassetto adeguato ed, in caso contrario, stipulerà contratti di collaborazione sufficienti a portare a termine le attività in corso e quelle che sarà obbligato a porre in essere a fronte di convenzioni che nel frattempo saranno stipulate.

Si sta infatti promovendo la stipula di nuove convenzioni sia con il Ministero degli Esteri che con la Presidenza del Consiglio per la realizzazione di progetti di formazione per addetti agli uffici di servizio sociale di quei paesi da dove più alta è l'emigrazione verso l'Italia e di altre attività proprie di assistenza sociale rivolte soprattutto ai minori stranieri non accompagnati presenti sul territorio nazionale.

Per quanto riguarda la Mostra "Natale Oggi" realizzata con l'organizzazione della Fiera di Roma, pur riscuotendo un discreto successo di pubblico, ancora non ha dato i frutti sperati ed il ricavato sarà limitato nell'ordine di una decina di milioni. Le premesse ci fanno tuttavia ben sperare per gli anni futuri in ricavi più consistenti anche in vista di una nuova formulazione della relativa convenzione con la Fiera di Roma.

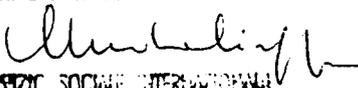
Infine, siamo costretti a rilevare che, malgrado tutte le proteste avanzate presso il Ministero del Lavoro, il saldo di quanto dovuto al Servizio Sociale Internazionale in relazione al Progetto Horizon, svolto nel 1994 su finanziamento dell'Unione Europea, non ci è stato riconosciuto per una serie di problemi amministrativi interni al Ministero stesso e connessi alla materiale sottoscrizione del

necessario Decreto Dirigenziale. Come già ci è stato assicurato molte volte nel corso del 1999, la firma del provvedimento e la effettiva erogazione di quanto dovuto sono "imminenti".

I fatti sopra riportati hanno visto la gestione 1999 riportare un disavanzo di Lit. 2.086.630.274 che si aggiunge al disavanzo dell'esercizio 1998 di Lit. 1.795.233.499=.

Vi proponiamo quindi di approvare il bilancio al 31.12.1999 così come Vi è stato presentato, ratificando l'operato della Giunta Esecutiva, che si riserva ogni decisione in merito al futuro dell'Ente ed alla presentazione di un articolato bilancio preventivo per l'esercizio 2000 in funzione dell'esito del provvedimento di finanziamento ed alla possibilità di stipulare nuove convenzioni per la realizzazione delle attività istituzionali del Servizio Sociale Internazionale.

La Giunta Esecutiva


SERVIZIO SOCIALE INTERNAZIONALE
Sezione Italiana
Via F. Testi 16 - 00187 ROMA



Relazione del Collegio Sindacale**sul bilancio al 31/12/1999**

Signori,

il Bilancio chiuso al 31/12/1999, così come Vi viene presentato, è stato oggetto di esame da parte nostra. Possiamo confermarVi che le singole voci dello Stato Patrimoniale e del Conto Economico, concordano con le risultanze della contabilità, la cui regolare tenuta ai sensi di legge è stata da noi riscontrata nel corso delle riunioni periodiche effettuate nell'esercizio e alla fine di esso.

Lo **Stato Patrimoniale** risulta in sintesi dalla seguente esposizione:

ATTIVITA'

Immobilizzazioni	134.538.940	
Liquidità	59.001.208	
Crediti diversi	487.788.826	
Disavanzo esercizio 1998	1.795.233.499	
Disavanzo esercizio 1999	2.086.630.274	
Totale a pareggio		4.563.192.747

PASSIVITA'

Fondi accantonamento e ammortamento	518.224.337	
Trattamento di fine rapporto	400.787.497	
Debiti verso fornitori	722.946.144	
Debiti previdenziali	446.132.763	
Debiti tributari	492.007.977	
Debiti verso banche	1.145.047.604	
Debiti verso il personale	468.629.469	
Altri debiti	369.416.956	
Totale passività		4.563.192.747

Tale risultato trova conferma nel **Conto Economico**, che rappresenta la gestione dal

01/01/1999 al 31/12/1999, riassunto come segue:

Proventi istituzionali		30.642.818
Contributi di terzi	4.250.000	
Rimborsi anticipazioni spese adozioni	20.958.000	
Proventi editoriali	4.617.200	
Altri proventi diversi	817.618	
Proventi attività imponibili		534.632.910
Proventi Mostra Natale Oggi '99	10.000.000	
Convenzione Presidenza del Consiglio	517.057.643	
Altri proventi diversi	7.575.267	
	Totale proventi	565.275.728
Disavanzo di esercizio		2.086.630.274
	Totale a pareggio	2.651.906.002
Costi		
Per il personale	1.368.815.730	
Per prestazioni professionali e consulenze	107.752.000	
Per oneri di rete internazionale	100.000.000	
Per acquisizione di beni e servizi	312.713.465	
Per oneri finanziari e tributari	396.437.474	
Per Progetto PCM/Albania	361.537.333	
Per Mostra "Natale Oggi '99"	4.650.000	
	Totale costi	2.651.906.002

La **Relazione sulla gestione** che correda il Bilancio, predisposta dalla Giunta Esecutiva, con la quale concordiamo, ha abbondantemente analizzato le difficoltà finanziarie e gestionali dell'ente dovute al mancato rinnovo della legge di finanziamento scaduta fin dal 31.12.1997. La conseguente mancanza di liquidità che non ha permesso il regolare svolgimento delle attività finanziarie correnti quale la corresponsione delle retribuzioni al personale dipendente ed a collaboratori, il regolare versamento degli oneri sociali e tributari connessi, il regolare e tempestivo versamento dei vari tributi in capo all'ente,

comporterà un sensibile aggravamento per soprattasse indennità di mora e interessi allorché l'Ente potrà ottemperare agli obblighi previsti. Mentre si prende atto che la Giunta Esecutiva ha tenuto in debito conto tali maggiori costi nella formulazione del bilancio presentato si richiama l'attenzione della stessa nella attenta valutazione di tali poste nel corso della gestione del prossimo esercizio.

Criteri di valutazione

I criteri utilizzati nella formazione del bilancio chiuso al 31/12/1999 non si discostano dai medesimi utilizzati per la formazione del bilancio del precedente esercizio, in particolare nelle valutazioni e nella continuità dei medesimi principi.

La valutazione delle voci di bilancio è stata fatta ispirandosi a criteri generali di prudenza e competenza nella prospettiva della continuazione dell'attività.

In particolare, i criteri di valutazione adottati nella formazione del bilancio sono stati i seguenti.

Immobilizzazioni materiali Sono riportate nelle attività al loro prezzo di costo mentre il deperimento delle stesse viene rilevato al passivo attraverso quote annuali di ammortamento che affluiscono al relativo Fondo; quest'ultimo risulta essere congruo rispetto alla stimata residua vita utile dei cespiti.

Liquidità Rappresenta l'effettiva disponibilità di mezzi finanziari al termine dell'esercizio.

Crediti Sono esposti al loro presunto valore di realizzo.

Debiti Sono rilevati al loro valore nominale.

Fondo T.F.R. Rappresenta il valore del Trattamento di Fine Rapporto maturato dai dipendenti ed accumulato nel corso del rispettivo rapporto di

lavoro, al netto delle anticipazioni concesse, in conformità alle disposizioni di legge e di contratto di lavoro vigente.

Fondo imposte in contenzioso Rappresenta l'onere per il contenzioso fiscale tuttora in fase di definizione.

Fondi per rischi ed oneri Rappresenta il valore degli accantonamenti di spesa a copertura dei programmi istituzionali della rete nazionale nonché delle situazioni di contenzioso verso il personale e verso gli Uffici Finanziari e gli enti previdenziali connessi con la mancanza di liquidità.

In conclusione formuliamo il nostro assenso all'approvazione del Bilancio in esame e concordiamo con la proposta avanzata dalla Giunta Esecutiva di riportare al prossimo esercizio la perdita sopra evidenziata



Il Collegio Sindacale

Giulio
SEGRETERIA GENERALE
Sezione Italiana
Via 1. Maggio 46 - 00187 ROMA

VERBALE DELL'ASSEMBLEA DEI SOCI

L'anno 2000, il giorno 27 del mese di gennaio alle ore 17,00 in Roma, presso la sede sociale di via Vittorio Veneto n. 96, si è riunita l'assemblea generale dei Soci della Sezione Italiana del Servizio Sociale Internazionale per discutere e deliberare sul seguente

ordine del giorno:

- Relazione della Giunta Esecutiva sull'attività 1998
- Approvazione del bilancio consuntivo al 31.12.1998
- Esame della situazione finanziaria e delibere in merito alla vita dell'Ente
- Varie ed eventuali.

Presenti:

Dott.ssa Mariapaola Colombo Svevo	Socio - Presidente
D.ssa Laura Sasso	Socio - Vice Presidente
D.ssa Adele Marino Antonangeli	Socio
D.ssa Serena Tagliaferri	Socio
D.ssa Carla Collicelli	Socio
Prof. Luigi Solvetti	Socio
D.ssa Giovanna Ferraris	Socio
D.ssa Giuliana Milana Lisa	Socio

Assenti con delega:

Dott. Roberto Sacerdoti	Socio con delega a Laura Sasso
Prof. Adriana Loreti Beghè	Socio con delega a Colombo Svevo
D.ssa Giovanna Amaduzzi	Socio con delega a Giovanna Ferraris
Prof. Sandro Bernardini	Socio con delega a Adele Marino Antonangeli

Assenti :

Dott. Franco Foschi	Socio
D.ssa Maria Luisa Bari De Rita	Socio
D.ssa Luisanna Del Conte	Socio
D.ssa Simonetta Matone	Socio
Prof. Marina D'Amato	Socio
Avv. Pietro Morganti	Socio
Dott. Lucio Sergio Rosati	Socio

Sono inoltre presenti alla riunione il Dott. Alessandro Ciuffa, Direttore del Servizio Sociale Internazionale e membro della Giunta Esecutiva, la Dott.ssa Anna Libri Vice Direttore del Servizio Sociale Internazionale, il Rag. Franco Pedrotti Sindaco Effettivo, la Sig.ra Luigina Roselli Segretaria di Direzione del Servizio Sociale Internazionale - Verbalista.

Assume la presidenza della riunione la presidente dell'ente Mariapaola Colombo Svevo la quale, dopo aver ringraziato i presenti per la partecipazione alla all'assemblea ed alla tormentata vita stessa del Servizio Sociale Internazionale, prega il dott. Ciuffa di dare lettura della relazione approntata dalla Giunta Esecutiva e precedentemente distribuita ai presenti (All. 1).

Segue una fitta consultazione sulle prospettive di finanziamento del servizio Sociale Internazionale nel corso della quale sia la Presidente che il Direttore pur esternando tutte le rispettive preoccupazioni in merito all'iter del provvedimento di finanziamento pubblico dell'Ente ed alle possibili ulteriori difficoltà in merito all'ottenimento di fonti alternative di finanziamento invitano i soci a non disperare ed a fornire ogni forma di collaborazione nella ricerca di altre soluzioni finanziarie che possano garantire la continuità delle attività. Il dott. Ciuffa informa l'Assemblea che, nell'incertezza di cui è adombrato il futuro dell'Ente, è stato

necessario procedere alla risoluzione di tutti i contratti di lavoro dipendente al fine di evitare passività che non avrebbero copertura finanziaria. A tale scopo, su richiesta del personale stesso, sono stati interessati sia il sindacato designato dal personale, sia l'Ispettorato del Lavoro, al fine di espletare tutte le formalità richieste per l'inserimento nelle liste di mobilità tutto il personale così come previsto dalla Legge n. 223 del 23 luglio 1991. E' intenzione del Servizio Sociale Internazionale stipulare con alcune delle persone licenziate, semplici contratti di collaborazione per il completamento delle attività in corso e l'espletamento della convenzione con la Presidenza del Consiglio relativa al rimpatrio dei minori albanesi.

Il dott. Ciuffa dà quindi lettura del bilancio consuntivo chiuso al 31.12.1999, bilancio che vede un disavanzo di esercizio di Lit. 2.086.630.274, che si aggiunge a quello del passato esercizio di Lit. 1.795.233.499.= Come risulta evidente, tali perdite troverebbero copertura nel finanziamento pubblico, di 4 miliardi di lire previsto nel disegno di legge ancora all'esame degli organi istituzionali. Il rag. Franco Pedrotti, a nome del Collegio Sindacale, dà quindi lettura della relazione sul bilancio 1999 predisposta dal Collegio stesso.

Terminato l'esame dei dati esposti e dei fatti riportati, su invito della presidente, l'Assemblea dei Soci approva all'unanimità i documenti presentati, ed in particolare il bilancio al 31.12.1999.

In merito alla situazione finanziaria, ormai pesantissima a causa dei ritardi nell'erogazione del consueto contributo finanziario, l'Assemblea, preso atto che il Servizio Sociale Internazionale ha dovuto far ricorso al credito degli istituti bancari, segnatamente la Banca Commerciale Italiana e Rolo Banca, complessivamente per Lit. 1,15 miliardi circa; purtroppo se non interverrà a breve l'approvazione della legge di finanziamento pubblico del Servizio Sociale Internazionale, il completo arresto e cessazione di ogni attività dell'Ente sarà inevitabile. Tuttavia, diversi elementi fanno ritenere che l'iter parlamentare del provvedimento sia in

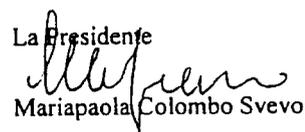
dirittura d'arrivo e propone quindi all'Assemblea di soprassedere ad ogni decisione in merito al futuro dell'ente fino alla fine del mese di marzo quando probabilmente, se non ancora completato, sarà comunque possibile una ragionevole previsione del suo esito e quindi anche formulare un ragionato preventivo di attività e finanziario per l'esercizio 2000. L'Assemblea approva la proposta e prega il direttore dell'Ente di dare costante comunicazione ai soci degli sviluppi della situazione.

La dott.ssa Svevo ringrazia i presenti e chiude la riunione alle ore 18,30. Del che è redatto il presente verbale.

La Segretaria

Luigina Roselli



La Presidente

Mariapaola Colombo Svevo

SENATO DELLA REPUBBLICA
SEZIONE VOTAZIONE
7. MARZO 2006 - 0857 ROMA

Relazione sulle attività dell'ente

OSSERVAZIONI IN MERITO ALLA DATA DI STESURA DEL RAPPORTO ALLEGATO.

Il rapporto sulle attività svolte e sulle vicende di gestione dell'ente relative al 1999, è stato preparato nel gennaio 2000 e pertanto si ritiene utile fornire notizie su eventi successivi che non modificano le considerazioni e le valutazioni sui programmi svolti nel 1999 ma che influiranno in modo determinante nella dinamica del lavoro della Sezione Italiana del Servizio Sociale Internazionale

La Legge 13 aprile 2000 n. 94 prevede un contributo di lire 4 miliardi a sanatoria degli esercizi '98 e '99 e quindi permetterà all'ente di regolarizzare tutta la gestione passata e affrontare il futuro con altri contributi che verranno richiesti in aderenza all'entità dei programmi svolti per i diversi ministeri. Saranno inoltre portati avanti altri programmi speciali da sostenere mediante apposite convenzioni.

Il Decreto 9 dicembre 1999 n. 535, pubblicato il 25 gennaio scorso, stabilisce i compiti e le procedure operative del Comitato per i Minori Stranieri a seguito della Legge 25 luglio 98, n. 286. Dalle direttive e dalla politica operativa di tale Comitato ne deriverà per l'ente una regolarizzazione e uno sviluppo dei programmi attualmente svolti soprattutto per i minori albanesi nonché la possibilità di una estensione di compiti per interventi sociali a favore di minori di altri paesi.

Roma, 19 maggio 2000

Rapporto sul lavoro della Sezione Italiana nel 1999.**PREMESSA**

Il Servizio Sociale Internazionale - Sezione Italiana - opera a favore di cittadini italiani e stranieri, apolidi e rifugiati, con problemi socio-giuridici la cui soluzione esige interventi di servizio sociale coordinati tra strutture assistenziali di più paesi attraverso una rete di uffici nazionali situati in tutte le aree geografiche.

Esplica programmi operativi a favore degli utenti e consulenza tecnica ad organismi ed enti nazionali ed internazionali. Tali attività vengono svolte in collaborazione con i Ministeri degli Affari Esteri, dell'Interno, della Giustizia, per gli Affari Sociali e con enti internazionali mediante la rete degli uffici del S.S.I. all'estero (sezioni nazionali e corrispondenti).

L'ente opera inoltre per il concreto adempimento di convenzioni internazionali nei settori dell'assistenza e dei servizi sociali.

L'ente, nell'ambito delle proprie finalità statutarie, ha continuato a svolgere i propri compiti intensificando il coordinamento con i servizi sociali nazionali del territorio ed ampliando l'area di intervento in un maggior numero di paesi. Ha inoltre intensificato l'attività di studio e di consulenza nell'ambito di organismi europei ed internazionali. E' infatti stato chiamato a dare la propria collaborazione in sede di convenzioni internazionali e di progetti operativi transnazionali in sede europea.

GESTIONE ED ORGANIZZAZIONE

Con il regolare finanziamento dell'ente da parte dello Stato mediante contributo annuo di lire due miliardi sul bilancio del Ministero degli Affari Esteri fino a dicembre '97, la Sezione Italiana del S.S.I. era riuscita a sviluppare una notevole attività soprattutto verso i minori stranieri residenti in Italia e pertanto per il triennio 98-2000 aveva presentato i progetti di ampliamento dei programmi con costituzione di uffici in alcuni paesi di maggiore emigrazione verso l'Italia: Tunisia, Marocco e Romania, sulla linea già seguita nel '91 per l'ufficio di Tirana. Inoltre aveva predisposto piccoli uffici in sette regioni italiane a maggiore impatto con l'immigrazione.

Per tali progetti la richiesta del contributo annuale era stata elevata a tre miliardi. Nel gennaio '98 la competente Commissione del Senato respingeva qualsiasi forma di finanziamento dell'ente con una serie di motivazioni ribadite nei mesi seguenti in occasione della presentazione nell'ottobre '98 di un altro d.d.l. da parte del nuovo governo per un contributo ordinario riportato a due miliardi annuali.

Con vari incidenti di percorso il d.d.l. è stato poi approvato dal Senato nel luglio '99 ma soltanto per un contributo straordinario di sanatoria per gli anni '98 e '99 ed escludendo altri futuri finanziamenti. Tale d.d.l. è passato poi presso le commissioni della Camera dei Deputati dove è stato approvato nell'ottobre '99 mentre al 31/12/99 doveva ancora essere approvato dall'Assemblea e quindi, considerando le modifiche di date nell'addebito in bilancio dello Stato, tornare ancora al Senato per tale emendamento.

Tutta la vicenda esposta ha determinato fortemente la gestione dell'ente che non è stata ampliata né riorganizzata con nuovi programmi ma è proseguita con gravi difficoltà economiche e finanziata unicamente da parziali crediti bancari.

E' continuata invece con buoni risultati operativi la gestione del programma speciale finanziato dalla Convenzione con il Dipartimento per gli Affari Sociali della Presidenza del Consiglio dei Ministri per le attività degli uffici di Roma e di Tirana a favore dei minori albanesi non accompagnati residenti irregolarmente in Italia.

ATTIVITÀ SVOLTE

Pur nelle difficoltà amministrative sopra esposte, i programmi statuari dell'ente sono proseguiti quantitativamente con un leggero aumento del numero dei casi trattati (5,40%) arrivando ad un totale annuo di 4.945. Nella tipologia dei casi stessi vi sono state variazioni in meno nel settore adozioni internazionali a causa dell'attesa della nuova normativa del settore e variazioni in aumento per i minori stranieri non accompagnati sempre più numerosi in Italia.

I fattori che influiscono sul tipo di utenza e di servizi da rendere non sono cambiati nel corso del 1999 anche se la guerra del Kosovo ha portato variazioni quantitative nei problemi dell'immigrazione dai Balcani. Pertanto le motivazioni più frequenti che hanno determinato l'attività dell'ente sono state:

- ⇒ la necessità di attuare il coordinamento dei servizi in rapporto ai mutamenti in sede europea per l'esigenza di intervenire con maggiore incisività in aree geografiche diverse, coinvolte da notevoli movimenti migratori;
- ⇒ il trattamento di casi con problemi derivati dall'emigrazione italiana in paesi europei ed extraeuropei. Tale tipo di utenza, pur non presentando più difficoltà apparenti di integrazione in generale, presenta ancora notevoli problemi di ordine giuridico e familiare a livello individuale. Si tratta in genere di situazioni relative alla seconda generazione che scaturiscono da disadattamenti culturali nell'ambito familiare;
- ⇒ il continuo e sensibile incremento delle richieste di intervento per i minorenni italiani e stranieri da parte dei Tribunali e di segretariato sociale nel settore delle adozioni internazionali da parte degli utenti;
- ⇒ la presenza sempre più rilevante sul territorio nazionale di cittadini extracomunitari.

Comunque le attività e gli interventi che caratterizzano i programmi dell'ente sono gli stessi che in passato:

- i matrimoni misti;
- le adozioni internazionali;
- i bambini che giungono in Italia anche da paesi molto lontani per raggiungere genitori clandestini in altri stati europei;
- gli abbandoni di bambini stranieri;
- la sottrazione di minori italiani in coppie miste;
- gli interventi richiesti da Tribunali per i Minorenni italiani a favore di minori italiani che vivono all'estero in situazioni familiari difficili;
- i minori italiani che commettono reati all'estero e che vengono affidati al S.S.I. per la periodica verifica della prova;
- la ricerca delle origini richiesta sia da stranieri in Italia che da italiani all'estero.

Dall'elenco dei problemi si comprende la complessità del lavoro che viene svolto e soprattutto l'assoluta necessità di intervenire con azioni di riferimento internazionale e cioè tramite la rete del Servizio Sociale Internazionale che, con propri uffici o mediante corrispondenti, opera in 136 paesi e comunque in tutti i paesi europei.

Va infatti sottolineato che, per quanto concerne ogni tipo di attività operativa, in tutti i casi trattati, sono stati richiesti dei servizi all'estero o dall'estero. Tale caratteristica del lavoro, che si svolge a favore degli utenti, è presente in ogni situazione considerata, si riferisca essa a connazionali all'estero, minori, rimpatriati, profughi, esuli, stranieri, siano essi rifugiati, studenti o lavoratori.

Nel tipo di servizio reso è quindi sempre implicita una particolare competenza internazionale anche nel caso in cui l'utente si trovi in territorio italiano ed apparentemente richieda un intervento diretto e di natura contingente localmente.

E' proprio in questa dimensione operativa, e nella prospettiva di necessario coordinamento dei servizi sociali europei nei confronti della immigrazione da altri continenti e delle migrazioni interne, che il Servizio Sociale Internazionale deve migliorare l'organizzazione delle proprie sezioni europee e adeguarle ai nuovi compiti richiesti.

E' in questa direzione che anche la Sezione Italiana deve operare e svilupparsi anche se finora non è riuscita a porre il problema nella giusta luce con i Ministeri competenti tanto che molti parlamentari non hanno potuto comprendere l'utilità di un ente che opera non per assistenza materiale diretta ma per fornire servizi socio-giuridico-familiari spesso complessi e delicati e quindi realizzabili soltanto con professionalità e specializzazione sulla materia.

DATI STATISTICI SUI PROGRAMMI SVOLTI

In allegato all presente relazione vengono riportate varie tabelle statistiche utili a verificare l'ampiezza e l'internazionalità degli interventi effettuati. Qui è invece opportuno fermare l'attenzione sull'attività svolta sia nell'ambito della Convenzione per i minori albanesi non accompagnati sia per tutto il settore dei minori stranieri, non solo in considerazione della quantità di casi segnalatici e trattati quanto per la dinamica di continuo aumento del

fenomeno che avviene nel contesto dell'emigrazione crescente dalle aree mediterranea, balcanica e dell'Est Europa. Non ci si potrà più limitare ad operare diversamente per l'Albania e per gli altri paesi ma occorrerà una nuova strategia e nuovi strumenti per aiutare realmente i minori stranieri non accompagnati.

Negli ultimi tre anni l'ente è stato coinvolto nel trattamento di casi relativi a minori come riportato nella seguente tabella:

Distribuzione per Paese di provenienza*

PAESE	dal 1.1.97 al 31.12.97		dal 1.1.98 al 31.12.98		dal 1.1.99 al 31.12.99	
	Quantità	%	Quantità	%	Quantità	%
ALBANIA	446	51,80	1112	69,15	1841	80,96
ROMANIA	30	3,48	91	5,66	126	5,54
MAROCCO	30	3,48	39	2,43	69	3,03
BANGLADESH	276	32,06	253	15,73	53	2,33
KOSOVO			11	0,68	40	1,76
IUGOSLAVIA					17	0,75
MOLDAVIA			9	0,56	16	0,70
BOSNIA	36	4,18	13	0,81	12	0,53
ETIOPIA			8	0,50	8	0,35
CINA					7	0,31
BULGARIA					6	0,26
TURCHIA					6	0,26
ALTRI	43	4,99	72	4,48	73	3,21
Totale	861	100	1608	100,00	2274	100,00

Distribuzione per età indipendentemente dal paese di provenienza*

Età	dal 1.1.97 al 31.12.1997		dal 1.1.98 al 31.12.1998		dal 1.1.99 al 31.12.1999	
	Quantità	%	Quantità	%	Quantità	%
0 - 10	37	4,30	33	2,05	36	1,58
11 - 14	155	18,00	224	13,93	346	15,22
15 - 18	669	77,70	1351	84,02	1892	83,20
Totale	861	100	1608	100	2274	100

* i dati annuali non sono sommabili perché spesso il trattamento dei casi non si conclude nell'anno di inizio

Per quanto riguarda i minori albanesi si è provveduto con l'ufficio S.S.I. albanese a proseguire con i rimpatri assistiti sviluppando il programma di reinserimento economico e sociale dei minori rimpatriati. Tuttavia, nel 1999 la guerra del Kosovo ha impedito molti interventi. Inoltre la posizione giuridica ed operativa delle autorità e dei servizi italiani è tuttora in attesa della costituzione e dell'intervento del Comitato per i Minori Stranieri che sarà costituito presso il Dipartimento per gli Affari Sociali della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

PROSPETTIVE E PROGRAMMI FUTURI

Dal quadro amministrativo ed operativo esposto risulta evidente che l'ente deve cercare urgentemente di ottenere interventi ministeriali che si concretizzino con un nuovo d.d.l. governativo per dare alla Sezione Italiana del Servizio Sociale Internazionale la possibilità di continuare le proprie attività statutarie e il proprio ruolo operativo nella rete

dell'organismo internazionale ed europeo. Il mancato sostegno economico dell'ente comporterebbe l'esclusione tra tutti i paesi europei della sola Italia che è attualmente il secondo paese, dopo la Germania, per la quantità di attività svolta nell'ambito dell'organismo internazionale.

Oltre ad un contributo stabile che garantisca lo svolgimento dei programmi nazionali, la Sezione Italiana continuerà a presentare i propri progetti per programmi speciali e per lo sviluppo di altri uffici in alcune regioni italiane ed in altri paesi, in collaborazione con il Segretariato Generale di Ginevra, per far fronte in maniera più adeguata ai vari problemi posti dall'immigrazione, dall'accoglienza, dal rimpatrio, dai ricongiungimenti familiari, ecc.

PARTECIPAZIONE A SEMINARI E CONVEGNI. ATTIVITÀ DI STUDIO E RICERCA

Numerose sono state come sempre le partecipazioni a convegni e seminari che hanno trattato diversi temi. Si riportano di seguito le più rilevanti:

- corsi di aggiornamento professionale, con presenza di docenti e relatori prevalentemente sulla materia giuridica minorile, per operatori sociali effettuati presso le ASL, enti di affidamento ed adozioni, facoltà universitaria di psicologia. I corsi sono stati tenuti a Roma, Urbino e Gorizia;
- per i problemi degli immigrati e dei rifugiati oltre a far parte della Consulta per l'immigrazione costituita dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri, la Sezione Italiana ha preso parte al Seminario sul riconoscimento e la qualificazione dei rifugiati organizzato a Strasburgo dal Consiglio d'Europa e, nell'ambito del programma Odysseus è stata invitata più volte a incontri internazionali, organizzati dall'Alleanza Internazionale di "Save the Children" e UNHCR, finalizzati ad uno scambio delle varie esperienze e ad un continuo aggiornamento sulla situazione e legislazione europea in materia;
- nell'ambito del progetto europeo sull'integrazione dei rifugiati il Vice Direttore della Sezione ha preso parte all'incontro culturale promosso dalla Sezione Greca del S.S.I.;
- nel corso dell'anno la Sezione Italiana ha organizzato a Roma gli incontri degli organi statuari dell'organismo internazionale del S.S.I.. In tale occasione ha predisposto anche un corso di aggiornamento professionale sulla mediazione familiare per gli operatori di tutte le branches del S.S.I.;
- l'ente ha curato lo studio di problemi relativi ai minori stranieri ed ha redatto dei testi di guide ed opuscoli su tale argomento. Essi verranno pubblicati non appena sarà possibile armonizzarli con quanto il Comitato per i Minori Stranieri vorrà stabilire in merito alle azioni da prevedere negli interventi in tale settore.

Il Direttore

Alessandro Ciuffa

Roma, gennaio 2000
SSI/A 12 mac



**Dati statistici relativi ai programmi svolti dal
Servizio Sociale Internazionale nel 1999**

A	B	C	D	E
giacenza inizio periodo	aperti nel periodo	totale casi trattati nel periodo A + B	chiusi nel periodo	giacenza fine periodo
2552	2393 (2220 nuovi + 173 riaperti)	4945	2323	2622

Si segnala che la tabella con i problemi affrontati nel trattamento dei casi è compilata secondo la metodologia seguita da tutta la rete del Servizio Sociale Internazionale e quindi con l'indicazione del problema principale. Ciò non esclude che i casi presentino più problemi da trattare.

Si annota inoltre che non tutti i casi segnalati vengono trattati perché possono sopravvenire degli impedimenti determinanti.

Casi Internazionali divisi per problemi

Interventi per la famiglia e le adozioni internazionali	
Ricongiungimenti familiari	48
Matrimoni	3
Divorzi	1
Separazioni	1
Alimenti	15
Diritto di visita	36
Riconoscimento paternità	92
Abbandono	18
Ripresa di contatti	27
Ricerca delle origini	59
Problemi pre-matrimoniali	
Pratiche adozioni internazionali all'estero	30
Studi sulla famiglia adottante	272
Tutele pre adozioni	126
Affidamenti pre post adozione	23
Consenso del genitore naturale all'adozione	10
Adozione tra parenti	14
	775
Interventi a favore dei minori	
Accertamento condizioni di vita	300
Patria potestà	7
Affidamenti	215
Tutela minori stranieri non accompagnati	13
Minori stranieri non accompagnati	2359
Sistemazione minori in istituto	13
Sistemazione minori in famiglia	59
Maltrattamento minori	6
Sottrazione minori	64
Abusi sessuali minore	4
	3040
Interventi a favore di stranieri profughi - emigrati - italiani rimpatriati	
Adattamento socioculturale	
Migrazione di ritorno	1
Rimpatrio	13
Documenti	65
Benefici sociali	10
Questioni economiche	14
Diritto residenza	18
Ricerca di lavoro	7

	Nazionalità	1
	Consulenza interculturale	
	Abusi e maltrattamenti	1
		130
<i>Interventi a favore dei rifugiati</i>		
	Documenti e iscrizioni universitarie	73
	Richiesta asilo	34
		107
<i>Altri interventi</i>		
	Problemi connessi alla droga	1
	Detenuti adulti e minori	71
	Salute	24
	Ricerca	43
	Assistenza legale	3
		142
<i>Informazioni e consulenze brevi</i>		
	Adozioni internazionali	535
	Problemi sociali e amministrativi	178
	Altri	38
		751
		4945
		=====

**RAPPORTI CON ENTI E SERVIZI ITALIANI PER CASI
TRATTATI CON LA RETE INTERNAZIONALE DEL S.S.I.**

ENTE	Casi segnalati da Enti Italiani	casi segnalati a Enti Italiani
Amministrazioni provinciali		
Amnesty International		
C.I.R.	6	4
Camera dei Deputati	1	
Carabinieri	5	
Carceri	35	2
Caritas Diocesana	17	1
Comitati Nazionali		
Comuni	495	277
Croce Rossa Italiana	1	1
Croci Rosse estere		
Fondazioni	1	
Istituti	205	25
Ministeri	9	41
O.I.M.		
Ordini religiosi		
Ospedali	4	1
Prefetture	95	4
Presidenza del Consiglio	170	113
Presidenza della Repubblica		
Preture	20	70
Privati	1281	61
Procure	31	1
Questure	555	41
Rappresentanze Straniere in Italia	3	5
Rappresentanze Italiane all'estero		2
Regioni	2	
Scuole ed istituti	5	1
Servizi Sociali territoriali	242	90
Tribunali Civili	11	2
Tribunali per i Minori	1363	104
U.D.S.S.M.	46	2
Università	9	20
Altri		
TOTALI	4612	868

NAZIONALITA' DEGLI UTENTI PER I CASI TRATTATI

AFRICA

ALGERIA	20
ANGOLA	7
BENIN	3
BURKINA FASO	1
BURUNDI	9
CAMERUN	15
CAPO VERDE	3
CENTRO AFRICA REP.	1
CONGO	15
COSTA D'AVORIO	1
EGITTO	7
ERITREA	8
ETIOPIA	40
GABON	1
GHANA	11
GUINEA	3
GUINEA-BISSAU	1
KENYA	1
MADAGASCAR	3
MAROCCO	131
MAURITIUS	2
NIGER	3
NIGERIA	15
RWANDA	15
SENEGAL	4
SEYCHELLES	2
SIERRA LEONE	7
SOMALIA	53
SUD AFRICA	2
SUDAN	7
TOGO	1
TUNISIA	25
UGANDA	1
ZAIRE	19
	437

AMERICA

ARGENTINA	2	
BRASILE	29	
CANADA	2	
CILE	2	
COLOMBIA	15	
CUBA	5	
ECUADOR	7	
ELSALVADOR	4	
GUATEMALA	1	
HAITI	1	
MESSICO	1	
PERU	18	
REP. DOMINICANA	4	
TAHITI	1	
URUGUAY	1	
USA	12	
VENEZUELA	7	
		112

ASIA

AFGHANISTAN	2	
ARMENIA	1	
BANGLADESH	58	
CINA	25	
FILIPPINE	16	
GIORDANIA	2	
INDIA	10	
IRAN	12	
IRAQ	16	
ISRAELE	2	
LAOS	1	
LIBANO	3	
PAKISTAN	2	
PALESTINA	1	
SIRIA	2	
SRI LANKA	5	
THAILANDIA	4	
VIETNAM	2	
		164

EUROPA

ALBANIA	2036	
AUSTRIA	3	
BELGIO	6	
BIELORUSSIA	4	
BOSNIA	19	
BULGARIA	9	
CIPRO	2	
CROAZIA	17	
ESTONIA	1	
FRANCIA	24	
GEORGIA	3	
GERMANIA	35	
GRECIA	7	
ITALIA	1598	
IUGOSLAVIA	51	
KOSOVO	60	
LETTONIA	1	
LITUANIA	1	
MACEDONIA	9	
MOLDAVIA	23	
MONTENEGRO	1	
PAESI BASSI	8	
POLONIA	21	
PORTOGALLO	3	
REGNO UNITO	13	
REP. CECA	7	
ROMANIA	179	
RUSSIA	18	
SLOVACCHIA	11	
SLOVENIA	2	
SPAGNA	9	
SVIZZERA	16	
TURCHIA	10	
UCRAINIA	18	
UNGHERIA	2	
		4227

OCEANIA

AUSTRALIA	4	
		4

VARIE

APOLIDE	1	
		1

4945

=====

**RETE INTERNAZIONALE DEL S.S.I. (SEZIONI E CORRISPONDENTI)
CASI TRATTATI CON LA RETE**

NAZIONI	Casi internazionali segnalati da	Casi internazionali segnalati a	
		1° Segnalazione	Segnalazioni successive

AFRICA

ALGERIA			
ANGOLA			
BENIN			
BOTSWANA			
BURKINA FASO			
BURUNDI			
CAMERUN			
CAPO VERDE			
CENTRO AFRICA REP.			
CIAD			
COMOROS			
CONGO		1	1
COSTA D'AVORIO			
DJIBOUTI			
EGITTO		1	
ERITREA			1
ETIOPIA		3	
GABON			
GAMBIA			
GHANA	1	2	1
GUINEA			
GUINEA EQUATORIALE			
GUINEA-BISSAU			
ISOLE DELLA RIUNIONE			
KENYA			1
LESOTHO			
LIBERIA			
LIBIA	1		
MADAGASCAR			2
MALAWI			
MALI			
MAROCCO	2	6	4
MAURITANIA			
MAURITIUS			
MOZAMBICO			
NAMIBIA			
NIGER			
NIGERIA		2	
RWANDA			
SAHARAWI REP			

XIV LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

SANTELENA			
SAO TOME E PRINCIPE			
SENEGAL		1	
SEYCHELLES			
SIERRA LEONE			
SOMALIA			
SUD AFRICA	2		
SUDAN	1		
SWAZILAND	2		
TANZANIA			
TANZANIA U.R.			
TOGO			
TUNISIA		5	1
UGANDA			
ZAIRE			
ZAMBIA			
ZIMBABWE			
	9	21	11

AMERICA

ANGUILA			
ANTIGUA			
ANTILLE			
ARGENTINA		4	
ARUBA			
BAHAMAS			
BARBADOS			
BELIZE			
BERMUDA			
BOLIVIA			
BRASILE	7	6	
CANADA	7		
CILE	1		
COLOMBIA	3	22	4
COSTARICA			
CUBA			
DOMINICA			
ECUADOR	1	4	
ELSALVADOR			1
GRAND CAYMAN ISOLE			
GRENADA			
GUADALUPA			
GUATEMALA			
GUYANA (ex britannica)			
GUYANA FRANCESE			
HAITI			
HONDURAS			
ISOLE VERGINI (Britannichee/o Americane)			
JAMAICA			
MARTIBICA			
MESSICO			
MONTSERRAT			
NICARAGUA			
PANAMA			
PARAGUAY			1
PERU	1	5	
PUERTO RICO			
REP.DOMINICANA			
SAN PIERRE E MIQUELON			
SAN VINCENT			
SAN.KITTS-NEVIS			
SANTA LUCIA			
TAHITI			
TRINIDAD E TOBACO			
TURKS E CAICOS ISOLE			
URUGUAY			
USA	5	14	3
USA (Poss)			
VENEZUELA	5	1	
	30	56	9

XIV LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ASIA

AFGHANISTAN			
ARABIA SAUDITA		1	
ARMENIA			
AZERBAIJAN			
BAHRAIN			
BANGLADESH			
BRUNEI			
BURMA			
BUTHAN			
CAMBOGIA			
CINA		1	
COCOS ISLANDS			
COREA DEL NORD	1	1	
CORESA DEL SUD			
EMIRATI ARABI UNITI			
FILIPPINE	13	8	1
GIAPPONE		1	
GIORDANIA		1	
HONG KONG			
INDIA	4	13	2
INDONESIA			
IRAN			
IRAQ			
ISRAELE	2		
KAZAKISTAN			
KIRGHIZA			
KUWAIT			
LAOS			
LIBANO	1		
MACAO			
MALDIVE			
MALESIA			
MONGOLIA			
NEPAL			
NUOVA CALEDONIA			
OMAN			
PAKISTAN			
PALESTINA			
QATAR			
SINGAPORE			
SIRIA			
SRI LANKA			
SURINAM			
TADZHIKISTAN			
TAIWAN			
THAILANDIA		9	2
TIBET			
TIMOR			
TURMENIA			
UZBEKISTAN			
VIETNAM			
YEMEN			
	21	35	5

XIV LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

EUROPA

ALBANIA	33	488	55
ANDORRA			
AUSTRIA		1	
BELGIO	6	13	1
BIELORUSSIA		1	
BOSNIA	1	4	1
BULGARIA			
CIPRO	1	1	
CROAZIA	9	4	2
DANIMARCA			
ESTONIA			
FINLANDIA			
FRANCIA	31	27	
GEORGIA			
GERMANIA	64	109	5
GIBILTERRA			
GRECIA	4	2	1
IRELAND			
ISLANDA			
ITALIA			
IUGOSLAVIA	3	3	3
KOSOVO		3	1
LETTONIA			
LIECHTENSTEIN			
LITUANIA			
LUSSEMBURGO	1	3	
MACEDONIA		1	
MALTA			
MOLDAVIA		2	
MONACO			
MONTENEGRO			1
NORVEGIA			
PAESI BASSI	16	6	
POLONIA	1	6	1
PORTOGALLO	3	1	
REGNO UNITO	33	15	1
REP. CECA	3	4	1
ROMANIA		37	6
RUSSIA			
SAN MARINO REP.			
SANTA SEDE			
SLOVACCHIA	1	2	1
SLOVENIA			
SPAGNA	11	8	
SVEZIA			
SVIZZERA	31	53	7
TURCHIA	2	1	
UCRAINIA	1		
UNGHERIA		1	
VOJVODINA			
	255	796	87

OCEANIA

AUSTRALIA	11	1	
FIJI			
GUAM			
ISOLE NORFOLK			
ISOLE PITCAIRN			
ISOLE SALOMONE			
KIRIBATI			
NAURU			
NUOVA ZELANDA		1	
PAPUA NUOVA GUINEA			
POLINESIA			
SAMOA			
TOKELAU			
TONGA			
VANUATU			
	11	2	0
totali	326	910	112

assistenza a
rifugiati,
immigrati e
profughi

Struttura dell' Ente e suoi collegamenti

Rete del SSI - sezioni, delegazioni e uffici affiliati del Servizio Sociale Internazionale nei seguenti paesi:
Albania, Argentina, Australia, Canada, Filippine, Finlandia, Francia, Germania, Giappone, Gran Bretagna, Grecia, Hong Kong, Israele, Italia, Paesi Bassi, Portogallo, Spagna, Sud Africa, Svizzera, Stati Uniti d' America, Venezuela.
Corrispondenti del Servizio Sociale Internazionale in 110 paesi.

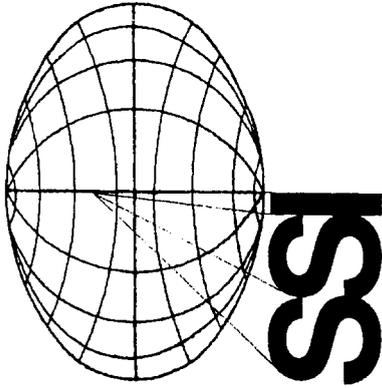
Emigrati, immigrati, rifugiati e profughi

Segretariato sociale; interventi socio-amministrativi in altre nazioni; stranieri in Italia ed italiani all' estero; interventi per problemi relativi all' ingresso, al soggiorno, al lavoro, all' inserimento sociale o professionale; orientamento ai richiedenti asilo; aiuto a successiva emigrazione o ritorno nel paese di origine; aggiornamento professionale.

In particolare per i rifugiati politici, iscrizione all' università, riconoscimenti dei diplomi conseguiti all' estero, perfezionamento dei titoli scolastici stranieri.

Collegamenti con l' estero:

Organizzazioni delle Nazioni Unite (ONU)
Unione Europea
Consiglio d' Europa
Conferenza dell' Aja di Diritto Internazionale Privato
Organizzazione degli Stati Americani
Alto Commissariato delle Nazioni Unite per i Rifugiati (ACNUR)
Amnesty International
Associazione per lo Studio del Problema Mondiale dei Rifugiati (AWR)
Comitato Internazionale della Croce Rossa (CICR)
Fondo delle Nazioni Unite per l' Infanzia (Unicef)
Lega per i Diritti dei Popoli
Organizzazione Internazionale per la Migrazione (OIM)



SSI sede centrale:
32, quai du Sauiet - 1201 Genève

SSI sede italiana:
Via Veneto, 96 - 00187 Roma
tel. 06/4884640
fax 06/4817605

Le sue finalità

Il Servizio Sociale Internazionale è una organizzazione privata il cui Segretario generale ha sede a Ginevra, Svizzera.

È costituito da sezioni nazionali, da uffici affiliati e da corrispondenti. La rete così formata facilita le comunicazioni tra i servizi sociali di tutto il mondo per risolvere i problemi di individui e di nuclei familiari, causati dalla migrazione internazionale.

L'organizzazione promuove ricerche e studi sulle condizioni delle migrazioni e sulle conseguenze nei confronti degli individui e dei nuclei familiari per sensibilizzare le strutture legittimate in merito.

Il SSI cura programmi internazionali e nazionali che hanno per obiettivo quello di prevenire la separazione dei nuclei familiari, di riunire nuclei familiari in seguito a spostamenti volontari o forzati. Il lavoro dell'organizzazione mira soprattutto alla protezione dell'infanzia implicita in questo genere di situazioni. È in questo quadro che si colloca il lavoro del S.S.I. nel campo dei minori non accompagnati o vittime di calamità.

ricongiungimenti familiari

Perché un Servizio Sociale Internazionale

Lo sviluppo economico, politico e sociale dell'epoca moderna porta ad una sempre maggiore mobilità delle persone che si spostano per i più diversi motivi: lavoro, studio, attività politiche, eventi bellici.

Sono quindi più frequenti che per il passato le occasioni di rapporti con ambienti etnici e culturali differenti, ed interessa un numero sempre più elevato di persone la necessità di inserirsi in gruppi diversi da quello di origine.

I tipi di problemi che ne derivano diventano sempre più pressanti e fanno ormai parte della nostra vita quotidiana.

È per risolvere tali problemi che è sorto il SSI, Servizio Sociale Internazionale, con lo scopo di intervenire con un lavoro professionale e coordinato in paesi diversi.

Il SSI, oltre ad intervenire sul piano operativo in casi individuali, svolge anche un'azione di studio e di ricerca su un piano più generale al fine di suggerire ai vari organismi internazionali indicazioni utili per la programmazione di interventi assistenziali che interessano più paesi.

ricerca delle origini

Interventi

Problemi familiari e minorili:

ricerche familiari all'estero e ripresa dei rapporti ricongiungimenti familiari
separazione, divorzio, alimenti
cittadinanza

ricerca delle origini

minori non accompagnati

affidamento e sottrazione di minori
tutele

adozioni internazionali

minori maltrattati

adozioni internazionali

tutela
dei minori
stranieri

ELENCO DELLE PUBBLICAZIONI**A. Atti delle Tavole Rotonde organizzate dalla Sezione Italiana del Servizio Sociale Internazionale**

- 1975 Problemi e prospettive dell'emigrazione
- 1977 Il coordinamento dei servizi sociali nell'ambito della collaborazione internazionale
- 1979 Due culture: quali i problemi psicologici dei figli
- 1982 La protezione dei minori nelle convenzioni internazionali
- 1983 I Problemi dell'adozione internazionale alla luce della nuova normativa italiana:
conflitti con leggi straniere ed attuazione delle convenzioni internazionali
- 1984 Problemi giuridici e tecnico-operativi dell'adozione internazionale nella
disciplina della legge n. 184 del 1983
- 1987 Adozione internazionale: verifiche e prospettive legislative
- 1989 Aspetti civili della sottrazione dei minori a carattere internazionale.
Problemi giuridici e protezione dei diritti del minore
- 1993 L'interesse del minore: nuove prospettive nel Diritto Internazionale,
Comunitario ed Italiano

B. PUBBLICAZIONI

- 1982 La Protezione dei minori nelle convenzioni internazionali, *a cura del Prof.*
A. Beghè Loreti, ed. F.lli Palombi, Roma
- 1984 L'adozione internazionale dei minori in Italia. La legislazione dell'adozione
dei minori nei Paesi dell'America Latina, *a cura del Prof. A. Beghè Loreti,*
ed. Unicopli, Milano
- 1986 L'adozione dei minori nelle legislazioni europee, *a cura del*
Prof. A. Beghè Loreti, ed. Giuffrè, Milano
- 1990 Rifugiati e richiedenti asilo nell'area della Comunità Europea, *a cura del*
Prof. A. Beghè Loreti, ed. Cedam, Padova
- 1995 La tutela internazionale dei diritti del fanciullo, *a cura del Prof.*
A. Beghè Loreti, ed. Cedam, Padova

- 1995 L'adozione internazionale. Normativa e prassi in Italia e nei paesi di provenienza dei minori, a cura di L. Di Capua. A. Libri e S. Verrecchia. ed. Franco Angeli, Roma
- 1995 Disoccupazione e Immigrazione nel Tarantino: Analisi sociologica e attività formativa, a cura di Renato Frisanco, ed. Franco Angeli, Milano
- 1998 Recenti crisi in Europa: il caso della ex-Jugoslavia, a cura dei Raggruppamenti giovanili dell'AWR
- 1998 La tutela del profugo italiano nell'ordinamento interno, a cura di Pier Luigi Zamporlini - AWR
- 1999 Albania Kosovo e Popolo Kurdo. Tre tematiche che interessano l'Italia. A cura del Comitato di Sociologia dell'AWR
- 2000 Sono in corso di stampa: - Minori stranieri non accompagnati: guida all'intervento
- Guida all'adozione
- Quadro della situazione dei minori non accompagnati in alcuni paesi europei.

